

ARRÊTÉ No. 06 – 38
ARRÊTÉ SUR LA CONSTRUCTION

Le Conseil du Village de Neguac, en vertu du pouvoir que lui confère l'article 59 de la *Loi sur l'urbanisme*, édicte comme suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Dans le présent arrêté :

- (a) **Altérer** correspond à un changement dans la charpente apporté à un bâtiment tel l'ajout d'une superficie ou hauteur ou l'enlèvement d'une partie, ou toute modification à ce bâtiment tel l'érection, la coupe ou l'enlèvement d'un mur, d'une cloison, d'un pilier, d'une poutre, d'une solive, d'un plancher ou autre support, ou une modification ou la fermeture d'un moyen de sortir ou d'entrer;
- (b) **Bâtiment** correspond à une structure dedans, sur ou sous terre installée de façon temporaire ou permanente et comprend un bâtiment annexe;
- (c) **Bâtiment annexe** correspond à un bâtiment secondaire ne servant pas à l'habitation de personnes, sauf où autorisé par des dispositions de zonage, situé sur le même terrain que la construction principale ou dont l'utilisation est accessoire, son utilisation étant naturelle ou habituel et complémentaire à l'utilisation principale du terrain, du bâtiment ou de la structure;
- (d) **Conseil** correspond au Conseil du Village de Neguac.
- (e) **Aménagement** correspond à l'érection, l'installation, le déplacement, l'enlèvement, la démolition, l'altération, la réparation ou la réinstallation d'un bâtiment ou d'une structure autre que des poteaux et des fils électriques, des appareils de réglage de la circulation ou des préavis statutaires;

BY-LAW NO. 06-38
BUILDING BY-LAW

The Council of the Village of Neguac, under authority vested in it by Section 59 of the *Community Planning Act*, enacts as follows:

1. INTERPRETATION

1.1 In this By-Law:

- (a) **Alter** means a structural change to a building such as an addition to the area or height or the removal of a part thereof, or any change thereto such as construction of, cutting into or removal of any wall, partition, column, beam, joist, floor or other support, or a change to or closing of any means of egress or ingress.
- (b) **Building** means a structure, in, on or under the ground whether temporary or permanent and includes an accessory building.
- (c) **Building, accessory**, means a detached subordinate building, not used for human habitation, except where permitted in the zoning provisions, located on the same lot as the main building, structure or use to which it is accessory, the use of which is naturally or customarily incidental and complementary to the main use of the land, building or structure;
- (d) **Council** means the Council of the Village of Neguac.
- (e) **Development** means the erecting, placing, relocating, removing, demolishing, altering, repairing or replacing of a building or structure other than utility poles and wires, traffic control devices or statutory notices.

<p>(f) Commission d'aménagement correspond à la Commission du district d'aménagement de Miramichi;</p> <p>(g) Structure correspond à une combinaison de matériaux formant une construction devant être sécuritaire et stable, autre qu'un bâtiment ou un poteau d'électricité ou de téléphone.</p>	<p>(f) Planning Commission means the Miramichi Planning District Commission.</p> <p>(g) Structure means a combination of materials that forms a construction that is intended to be safe and stable, other than a building, or a power or telephone pole.</p>
<p>2. PORTÉE</p>	<p>2. SCOPE</p>
<p>2.1 L'intention de cet arrêté est :</p> <p>(a) de prescrire des normes pour l'aménagement de tout bâtiment ou structure;</p> <p>(b) d'interdire la réalisation ou la poursuite de travaux décrits dans la clause a) en infraction aux normes prescrites aux présentes; et</p> <p>(c) de prescrire un système de permis pour les travaux décrits dans la clause a), ses termes et conditions, les conditions en vertu desquelles ils peuvent être émis, suspendus, restaurés, retirés ou renouvelés, leurs formulaires et les coûts correspondants.</p>	<p>2.1 The purpose of this By-Law is:</p> <p>(a) to prescribe standards for the development of any building or structure;</p> <p>(b) to prohibit the undertaking or continuing of work mentioned in Clause a) in violation of standards prescribed herein; and</p> <p>(c) to prescribe a system of permits for work mentioned in Clause (a), their terms and conditions, the conditions under which they may be issued, suspended, reinstated, revoked or renewed, their forms and the fees thereof.</p>
<p>3. ADOPTION DU CODE</p>	<p>3. ADOPTION OF CODE</p>
<p>3.1 Le Code national du bâtiment du Canada, ainsi que les révisions, éditions et modifications à venir correspondantes tel que désigné dans un décret en conseil en vertu de la <i>Loi sur l'urbanisme</i>, L.R.N.-B. 1973, c. C-12, est adopté.</p>	<p>3.1 The National Building Code of Canada, with future revised editions and amendments thereof as designated in an Order in Council under the Community Planning Act, R.S.N.B. 1973, c. C-12, is adopted .</p>
<p>4. NOMINATION D'INSPECTEURS EN BÂTIMENT</p>	<p>4. APPOINTMENT OF BUILDING INSPECTORS</p>
<p>4.1 Le Conseil doit nommer un (des) inspecteur (s) en bâtiment qui assumera (ont) les fonctions et accomplira (ont) les tâches contenues dans le présent arrêté.</p>	<p>4.1 The Council shall appoint a building inspector (s) who shall exercise such powers and perform such duties as are provided for in this By-Law.</p>

<p>5. PERMIS DE CONSTRUIRE</p> <p>5.1 Quiconque ne doit entreprendre, ou poursuivre l'aménagement d'un bâtiment ou d'une structure à moins qu'un permis n'ait été émis à cet effet en vertu de cet article.</p> <p>5.2 Nonobstant l'article 5.1, un permis de construire n'est pas requis pour l'entretien régulier d'un bâtiment ou d'une structure, comprenant la peinture, le remplacement du parement, de la toiture et le remplacement des fenêtres et des portes lorsqu'il n'y a aucune modification à la charpente.</p> <p>5.3 Une personne souhaitant obtenir un permis de construire doit faire application par écrit auprès de l'inspecteur en bâtiment, et une telle application doit</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) être sous la forme prescrite par le Conseil; (b) être signée par le propriétaire ou son agent; (c) donner l'utilisation prévue du bâtiment ou de la structure; et (d) à moins de dispense par l'inspecteur en bâtiment, inclure, assujetti au paragraphe (7), des copies en duplicata des spécifications et des croquis à l'échelle du bâtiment ou de la structure correspondant aux travaux à être exécutés, montrant : <ul style="list-style-type: none"> (i) la dimension du bâtiment ou de la structure, (ii) l'utilisation proposée de chaque pièce ou surface de plancher, (iii) la dimension du terrain sur lequel se trouve, ou se trouvera, le bâtiment, (iv) la position, la hauteur et les dimensions horizontales de tous les bâtiments ou structures sur le terrain ainsi que ceux proposés devant s'y trouver. (e) donner le coût estimatif total des travaux proposés; et 	<p>5. BUILDING PERMITS</p> <p>5.1 A person shall not undertake or continue the development of a building or structure unless a building permit therefore has been issued pursuant to this section.</p> <p>5.2 Notwithstanding 5.1 a building permit is not required for regular maintenance of a building or structure which includes painting, replacement of siding, roofing, and the replacement of windows and doors provided there is no structural change.</p> <p>5.3 A person seeking to obtain a building permit shall make application in writing to the building inspector, and such application shall,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) be in a form prescribed by the Council; (b) be signed by the owner or agent; (c) state the use intended for the building or structure; and (d) unless waived by the building inspector, include, subject to subsection (7), copies in duplicate of the specifications and scale drawings of the building or structure with respect to which the work is to be carried out, showing: <ul style="list-style-type: none"> (i) the dimension of the building or structure, (ii) the proposed use of each room or floor area, (iii) the dimension of the land on which the building is, or is to be, located, (iv) the position, height and horizontal dimensions of all buildings or structures on, and those proposed to be located on, the land referred to. (e) set out the total estimated cost of the proposed work; and
---	---

<p>(f) contenir tout autre renseignement que pourrait exiger l'inspecteur en bâtiment afin d'en déterminer la conformité.</p> <p>5.4 L'inspecteur en bâtiment émettra le permis de construire</p> <p>(a) lorsqu'une application mentionnée au paragraphe (3) a été reçue;</p> <p style="text-align: center;">et</p> <p>(b) lorsque les travaux proposés sont conformes à cet arrêté et de tout autre arrêté applicable;</p> <p>5.5 Un permis de construire en vertu du présent est émis sous condition que les travaux mentionnés aux présentes :</p> <p>(a) débutent dans les six mois de la date d'émission du permis de construire;</p> <p>(b) ne sont pas abandonnés ou suspendus pendant plus d'une année; et</p> <p>(c) sont réalisés, à moins d'approbation contraire de l'inspecteur en bâtiment, en conformité avec les spécifications contenues dans l'application pour le permis de construire.</p> <p>5.6 Lorsqu'une personne enfreint une condition mentionnée au paragraphe (5), ou toute disposition de cet arrêté, l'inspecteur en bâtiment peut, sur avis écrit servi en personne ou envoyé par courrier recommandé à la personne nommée au permis de construire, établir la nature de l'infraction et ordonner la cessation ou l'altération des travaux correspondants dans un délai raisonnable spécifié dans l'avis.</p> <p>5.7 Lorsqu'une personne ne se conforme pas à une ordonnance mentionnée au paragraphe (6), l'inspecteur en bâtiment peut suspendre ou invalider le permis de construire et peut, lorsque les conditions menant à la suspension sont corrigées, rétablir le permis suspendu.</p>	<p>(f) contain such other information as the building inspector may require for the purpose of determining compliance herewith.</p> <p>5.4 The building inspector shall issue the building permit where,</p> <p>(a) an application mentioned in sub-section (3) has been received;</p> <p style="text-align: center;">and</p> <p>(b) the proposed work conforms with this and any other applicable By-Law;.</p> <p>5.5 A building permit hereunder is issued on the condition that the work mentioned therein,</p> <p>(a) is commenced within six months from the date of the issue of the building permit;</p> <p>(b) is not discontinued or suspended in excess of one year; and</p> <p>(c) is carried out, unless otherwise approved by the building inspector, in compliance with the specifications contained in the application for the building permit.</p> <p>5.6 Where a person violates a condition mentioned in sub-section (5), or any provision of this By-Law, the building inspector may, by written notice served personally on, or sent by registered mail to the person named in the building permit, state the nature of the violation and order the cessation or alteration of work thereof within a reasonable time mentioned in the notice.</p> <p>5.7 Where a person fails to comply with an order mentioned in sub-section (6), the building inspector may suspend or revoke the building permit and may, if conditions leading to the suspension are subsequently corrected, reinstate the suspended permit.</p>
--	---

<p>5.8 À moins d'approbation contraire par l'inspecteur en bâtiment, les travaux mentionnés au permis doivent être réalisés, conformément avec les spécifications contenues dans l'application pour le permis de construire.</p>	<p>5.8 The work mentioned in the building permit shall be carried out, unless otherwise approved by the building inspector, in compliance with the specifications contained in the application for the building permit.</p>
<p>6. RESPONSABILITÉ DU DÉTENTEUR DE PERMIS</p>	<p>6. RESPONSIBILITY OF PERMIT HOLDER</p>
<p>6.1 Lorsqu'un permis de construire a été émis, la personne spécifiée au permis doit remettre à l'inspecteur en bâtiment :</p> <p>(a) un avis d'au moins 48 heures de l'intention de débiter les travaux autorisés par le permis;</p> <p>(b) un avis d'au moins 48 heures pour la mise en place d'un mur de fondation sous terre, avant le remblayage de l'évacuation;</p> <p>(c) un avis d'au moins 72 heures de la complétion des travaux de charpente et avant l'installation de la finition intérieure;</p> <p>(d) un avis de complétion des travaux décrits au permis dans les dix jours de la complétion; et</p> <p>(e) tout autre renseignement pouvant être requis en vertu du présent.</p>	<p>6.1 Where a building permit has been issued, the person named in the permit shall give to the building inspector:</p> <p>(a) at least 48 hours notice of the intention to start the work authorized by the permit;</p> <p>(b) at least 48 hours notice of the placement of a foundation wall below land surface prior to any back filling of the evacuation;</p> <p>(c) at least 72 hours notice of completion of the structural work and prior to the installation of the interior finish;</p> <p>(d) notice of the completion of the work described in the permit within ten days of such completion; and</p> <p>(e) such other information as may be required hereunder.</p>
<p>6.2 Lorsque des essais de matériaux sont exécutés afin d'assurer la conformité aux exigences de cet arrêté, des registres de données des essais doivent être maintenus disponibles pour inspection pendant la réalisation des travaux autorisés.</p>	<p>6.2 Where tests of any materials are made to ensure conformity with the requirements of this By-Law, records of the test data shall be kept available for inspection during the carrying out of the work authorized.</p>
<p>6.3 L'approbation des plans ou des spécifications, l'émission d'un permis de construire ou toute inspection en vertu du présent, ne dégage quiconque de toute fonction ou responsabilité de réaliser les travaux en conformité avec cet arrêté.</p>	<p>6.3 The approval of plans or specifications, the issue of a building permit or any inspections hereunder, do not relieve a person of any duty or responsibility for carrying out works in accordance with this By-law.</p>

<p>6.4 Pour les bâtiments construits en vertu de la partie 4 et/ou la partie 9 du Code national du bâtiment, une lettre de complétion remise à l'inspecteur en bâtiment par le concepteur (architecte ou l'ingénieur agréé) à la complétion des travaux assurant que le bâtiment ou une partie de celui-ci fut construit conformément aux plans</p>	<p>6.4 For buildings built under Part 4 and/or Part 9 of the National Building Code, a letter of completion which ensures that the building or part thereof was constructed as per the design must be provided by the designer (architect or licensed engineer) to the Building Inspector at the completion of the work.</p>
<p>7. DOCUMENTS SUR LES LIEUX</p>	<p>7. DOCUMENTS ON THE SITE</p>
<p>7.1 Pendant la réalisation des travaux autorisés par un permis de construire, la personne nommée à cet égard doit maintenir affiché, dans un endroit bien en évidence sur la propriété concernée par le permis de construire émis :</p> <p>(a) une copie du permis de construire, ou une affiche ou une plaque au lieu de celle-ci, et</p> <p>(b) une copie des plans et spécifications approuvés par l'inspecteur en bâtiment.</p>	<p>7.1 During the carrying out of the work authorized by a building permit the person named therein shall keep posted in a conspicuous place on the property in respect of which the building permit was issued:</p> <p>(a) a copy of the building permit, or a poster or placard in lieu thereof; and</p> <p>(b) a copy of any plans and specifications approved by the building inspector.</p>
<p>8. ESSAIS</p>	<p>8. TESTS</p>
<p>8.1 L'inspecteur en bâtiment peut :</p> <p>(a) ordonner que des essais de matériaux, d'appareils, de méthodes de construction, d'assemblages de charpente ou de conditions de fondation soient exécutés, ou que de l'évidence de preuves suffisantes soit soumise, incluant l'habileté à exiger au demandeur de fournir un inspecteur sur les lieux, sans frais à la municipalité lorsqu'une telle évidence de preuve est nécessaire afin de déterminer si tout matériau, appareil, construction ou fondation rencontre les exigences du présent arrêté; et</p> <p>(b) annuler, suspendre ou refuser d'émettre un permis de construire lorsque, à son avis, les résultats des essais dont il est fait mention à la clause (a) ne répondent pas aux exigences du présent arrêté.</p>	<p>8.1 The building inspector may</p> <p>(a) direct that tests of materials, devices, construction methods, structural assemblies or foundation conditions be made, or sufficient evidence of proof be submitted, including the ability to require the applicant to provide an on-site inspector, at no costs to the municipality, where such evidence or proof is necessary to determine if any material, device, construction or foundations meets the requirements of this By-Law; and</p> <p>(b) revoke, suspend or refuse to issue a building permit where, in his opinion the results of the tests referred to in clause (a) do not meet the requirements of this By-law.</p>

9. DOCUMENTATION

9.1 L'inspecteur en bâtiment doit tenir de la documentation adéquate de toutes les applications reçues, des permis et des ordonnances émises, des inspections et des essais effectués, et doit conserver des copies de tous les papiers et documents liés à l'administration de ses fonctions.

10. COPIES DU CODE DISPONIBLES

10.1 L'inspecteur en bâtiment doit tenir une copie du Code national du bâtiment adopté accessible pour inspection et examen par le public.

11. FRAIS

11.1 Assujetti au paragraphe (2), aucun permis ne doit être émis en vertu du présent jusqu'à ce que les frais décrit dans l'annexe ci-dessous ait été payé à la Commission d'aménagement;

(a) Le coût d'un permis de construire est de 25,00\$ plus deux dollars et cinquante cents (2,50\$) par mille dollars (1000,00\$), ou en partie, de la valeur estimée des travaux comprenant la main-d'œuvre et les matériaux et assujetti à l'approbation de l'inspecteur en bâtiment;

(b) 25,00\$ pour des bâtiments annexes et des structures accessoires de moins de 12 m², des piscines, des clôtures, des affiches; et

(c) 25,00\$ pour la démolition d'une structure ou d'un bâtiment.

11.2 Lorsque l'inspecteur en bâtiment a un motif de croire et croit qu'un estimé mentionné au paragraphe (1) est déraisonnable, il peut refuser d'émettre le permis.

9. RECORDS

9.1 The building inspector shall keep proper records of all applications received, permits and orders issued, inspections and tests made, and shall retain copies of all papers and documents connected with the administration of his/her duties.

10. COPIES OF CODE AVAILABLE

10.1 The building inspector shall keep one copy of the adopted National Building Code available for public use, inspection and examination.

11. FEES

11.1 Subject to sub-section (2), no permit may be issued hereunder until the fee set out in the schedule below has been paid to the Planning Commission;

(a) The fee for a building permit is \$25.00 plus Two dollars and fifty cents (\$2.50) per thousand dollars (\$1000.00), or part thereof, of the estimated value of the work including labor and materials and subject to the approval of the building inspector;

(b) \$25.00 for accessory buildings and structures under 12 m², swimming pools, fences, signs; and

(c) \$25.00 for demolition of a structure or building.

11.2 Where the building inspector has reason to believe and does believe that an estimate mentioned in sub-section (1) is unreasonable, he may refused to issue the permit.

<p>11.3 Nonobstant tout ce qui est contenu au présent, lorsque des travaux exigeant un permis en vertu de l'arrêté est commencés par quiconque avant l'émission d'un permis, les frais prescrits aux articles 11 (1), (a), (b) et (c) peuvent être doublés.</p>	<p>11.3 Notwithstanding anything herein contained, where work requiring a permit under the By-law has commenced by anyone prior to the issuance of such a permit, the fees prescribed in section 11 (1), (a), (b) and (c) may be doubled.</p>
<p>12. ARRÊTÉ ABROGÉ</p>	<p>12. BY-LAW REPEALED</p>
<p>12.1 L'Arrêté No. 78-06, Building By-Law du Village de Neguac, adopté le 20 novembre 1978, de même que tous ses amendements, est par la présente abrogé.</p>	<p>12.1 By-law No. 78-06, Village of Neguac Building By-law, adopted November 20, 1978 and all amendment are hereby repealed.</p>
<p>13. ENTRÉE EN VIGUEUR</p>	<p>13. ENACTMENT</p>
<p>13.1 Cet arrêté entrera en vigueur à compter de la date d'adoption :</p>	<p>13.1 This By-Law shall come into effect on the date of the enactment there from:</p>
<p>PREMIÈRE LECTURE (par son titre) : Le 18 septembre 2006</p>	<p>READ THE FIRST TIME BY TITLE: September 18, 2006</p>
<p>DEUXIÈME LECTURE (par son titre) : Le 18 septembre 2006</p>	<p>READ THE SECOND TIME BY TITLE: September 18, 2006</p>
<p>LECTURE INTÉGRALE : Le 26 avril 2007</p>	<p>READ IN ITS ENTIRETY IN COUNCIL: April 26, 2007</p>
<p>TROISIÈME LECTURE (par son titre) ET ADOPTION : Le 26 avril 2007</p>	<p>THIRD READING (by Title) AND ENACTED: April 26, 2007</p>
<p>_____ SECRÉTAIRE</p>	<p>_____ CLERK</p>
<p>_____ MAIRE</p>	<p>_____ MAYOR</p>

CANADA
PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
COMTÉ DE NORTHUMBERLAND

Je, Denis Bujold, du Village de Neguac, dans le comté de Northumberland et la province du Nouveau-Brunswick, secrétaire municipal, DÉCLARE SOLENNELLEMENT

1. QUE je suis le SECRÉTAIRE DU VILLAGE du Village de Neguac, une corporation municipale, et que j'ai connaissance personnellement des faits déclarés aux présentes.

2. QUE les exigences des articles 59 et 66 de la LOI SUR L'URBANISME de la province du Nouveau-Brunswick ont été observées en relation de l'Arrêté No. 06-38, l'arrêté sur la construction, adopté par le Conseil municipal du Village de Neguac le 26 avril 2007.

ET je fait cette déclaration solennelle en croyant consciemment qu'elle est vraie et sachant qu'elle a la même force et effet que si elle était faite sous serment et en vertu de la Loi sur la preuve.

DECLARÉ en ma présence au Village de Neguac, dans le comté de Northumberland et de la province du Nouveau-Brunswick, ce 15^{ième} jour de mai de l'an de grâce 2007

SECRÉTAIRE MUNICIPAL

Commissaire aux serments

CANADA
PROVINCE OF NEW BRUNSWICK
COUNTY OF NORTHUMBERLAND

I, Denis Bujold, of the Village of Neguac, in the County of Northumberland and Province of New Brunswick, Municipal Clerk, DO SOLEMNLY DECLARE

1. THAT I am the VILLAGE CLERK of the Village of Neguac, a municipal corporation, and have personal knowledge of the facts herein declared.

2. THAT the requirements of sections 59 and 66 of the COMMUNITY PLANNING ACT of the Province of New Brunswick, have been complied with in respect to By-Law No. 06-38, Building By-Law, which was passed by the Municipal Council of the Village of Neguac on April, 26 2007.

AND I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true, and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath and by virtue of the Evidence Act.

DECLARED before me at the Village of Neguac in the County of Northumberland and Province of New Brunswick, this 15th day of May , A.D. , 2007)

MUNICIPAL CLERK

Commissioner of Oaths

--	--